

Cette Gironde socialiste

Une expo exceptionnelle !

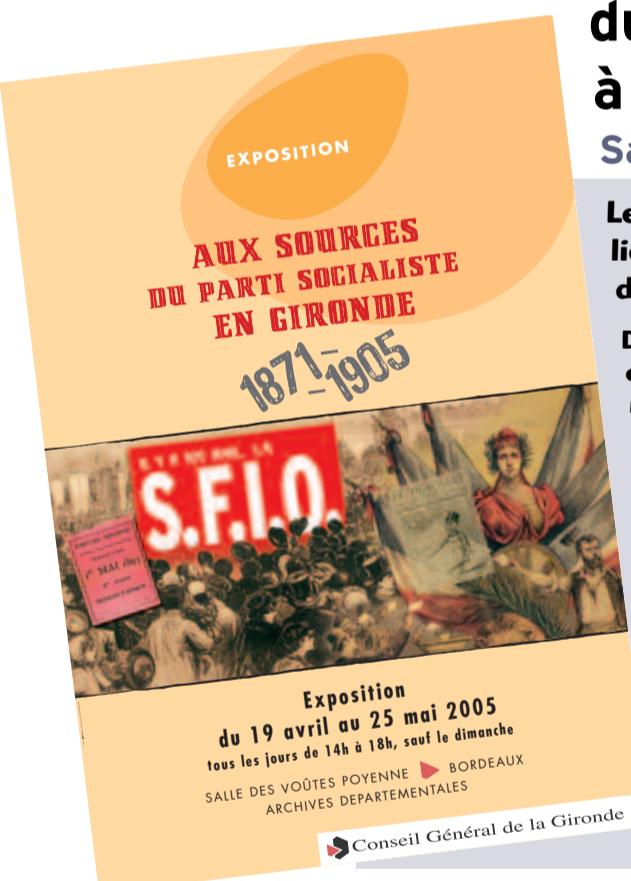
**du 19 au 25 mai
à Bordeaux**

Salle des Voûtes Poyenne

**Les Archives Départementales,
lieu de conservation et de diffusion
du patrimoine écrit**

**De nombreux fonds d'archives politiques
émanant d'associations, de syndicats et de
militants ayant exercé leur activité dans le
département existent et sont souvent
conservés dans des conditions précaires. Leur
préservation pour l'histoire et la mémoire du
Département est le fruit d'une prise de
conscience. Les Archives départementales de
la Gironde en tant que service d'archives
publiques offrent la possibilité à ceux qui le
souhaitent de recueillir ces documents par
don ou par dépôt et d'en assurer la
préservation et une éventuelle diffusion.**

**Contact : Archives départementales -
service collecte et entrées
05 56 29 18 16**



SOMMAIRE

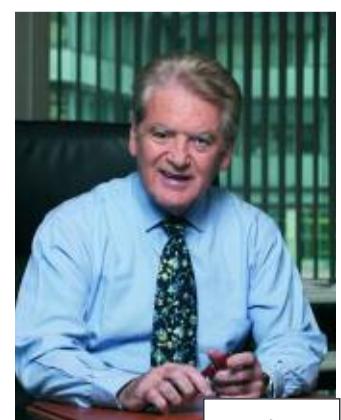
<i>Le mouvement socialiste par Christine Bouneau</i>	2
Dates importantes	2
<i>Interview d'Alain Anziani</i>	3
Les grands chiffres	3
Contexte historique	3
<i>1871-1878 Sommeil du mouvement socialiste et vitalité du mouvement ouvrier</i>	4
Portraits	4
<i>1879-1889 Faiblesse du mouvement et foisonnement idéologique</i>	5-6
Portraits	5-6
<i>1890-1905 Les socialistes en route vers l'unité</i>	6-7
Portraits	7
<i>Parlementaires SFIO de la Gironde</i>	8
Histoire de logos	8

Les Archives Départementales sont un lieu privilégié du savoir mais aussi de la mémoire des citoyens en Gironde. Elles collectent, conservent, communiquent et mettent en valeur un patrimoine en perpétuel mouvement. Soutenant cette mission essentielle de développement de nouvelles richesses patrimoniales, le Conseil Général a pu acquérir, en vente publique, à Paris, l'année dernière, pour les Archives, un ensemble de documents sur les origines du Socialisme français, de la Commune à la création de la SFIO qui avait été constitué sous le titre « Le socialisme par l'image » par un collectionneur resté anonyme.

C'est de cette découverte d'un lot très riche de gravures et d'extraits de presse consacrés à cette période, qu'est née l'idée d'une exposition retracant, dans le cadre précis de la Gironde, la genèse du mouvement socialiste, de 1871 au Congrès de l'unité en 1905. La perspective de la célébration du centenaire de la SFIO et l'existence, en parallèle, de documents importants pour l'histoire politique et sociale de la Gironde, dans les séries d'archives de la Préfecture, datant de la même époque, ont permis de concevoir cette exposition. Elle offre au regard de tous affiches, tracts militants et photographies de rencontres publiques. Chaque visiteur pourra se laisser guider, de l'évocation des tout premiers combats électoraux aux grèves ouvrières en passant par les manifestations du 1^{er} Mai et les congrès nationaux du début du XX^e siècle. Puisse chacun y renouer avec un pan de l'histoire, qu'elle soit personnelle ou collective, et se convaincre que le progrès social, porté par le Parti Socialiste, avec pugnacité, comme une idée moderne, reste plus que jamais, dans la période difficile que nous traversons, un des objectifs fondamentaux des femmes et des hommes de gauche, épris des idéaux de justice et de progrès social.

Philippe Madrelle

Philippe MADRELLE
Sénateur de la Gironde
Président du Conseil Général
Conseiller Général du Canton de Carbon-Blanc



DATES IMPORTANTES

1866

Première Internationale à Genève

1870 (septembre)

Proclamation de la République en France

1871

La Commune de Paris

1876

Premier congrès national ouvrier à Paris

1880

Amnistie des «Communards»

1884

Loi autorisant les syndicats ouvriers

1889

Deuxième Internationale à Paris

Crise «boulangiste»

1890

Premières manifestations du 1^{er} mai pour la journée de 8h

1891

1^{er} mai sanglant à Fourmies

1892

Grève de Carmaux

1893

Constitution d'un groupe socialiste à la Chambre (41 élus)

Attentat anarchiste à la Chambre

1894

Début affaire Dreyfus
Assassinat du Président Carnot

Le mouvement socialiste en France de 1871 à la naissance de la SFIO

L'écrasement de la Commune entraîne le repli pendant près de dix ans du mouvement ouvrier. Il faut un quart de siècle aux différents courants socialistes, confrontés aux crises de la III^e République, pour aboutir à l'unité dans la SFIO.

Reconstitution et morcellement du mouvement socialiste.

J. Guesde fait triompher les thèses collectivistes au congrès ouvrier de Marseille en 1879. Marx participe à la rédaction des statuts adoptés au congrès du Havre en 1880. A Bordeaux, le guesdisme est fortement implanté (conférence en 1882 de Guesde).

Avec le retour des Communards, le blanquiste E. Vaillant forme en 1881 le Comité Révolutionnaire Central, qui se transforme en 1890 en Parti socialiste révolutionnaire.

En 1882 P. Brousse fonde le «possibilisme» qui se sépare donc du Parti Ouvrier Français guesdiste. Au cours du congrès de Châtellerault en 1890, J. Allemane, qui juge le broussisme trop modéré, crée le parti ouvrier socialiste révolutionnaire qui cumule le municipalisme des broussistes avec un ouvrière anarchiste. On trouve aussi des socialistes indépendants, en premier lieu Jean Jaurès.

Dynamisme du mouvement ouvrier à l'épreuve des crises de la République.

Grâce à la loi Waldeck-Rousseau (1884), syndicats et bourses du travail se développent. Au congrès du Bouscat de la Fédération nationale des syndicats (1888), Lavigne a proposé de faire du 1^{er} mai une journée de revendication du mouvement ouvrier ; le premier 1^{er} mai a lieu en 1890, alors que la II^e Internationale est reconstituée en 1889. Au congrès de Nantes (1894), la motion sur la grève générale est adoptée ; la CGT est constituée en 1895.

Néanmoins la crise boulangiste avive les divisions socialistes tandis que les attentats anarchistes amènent les lois scélérates et donc un durcissement du pouvoir. L'Affaire Dreyfus doit à la fois diviser et contribuer aux premiers efforts d'unification sociale.

Vers l'unité socialiste.

Si le programme de Saint-Mandé (1896) constitue le premier essai de rapprochement, ce sont les menaces de coup d'Etat qui



conduisent les différents courants socialistes à se réunir en 1899 à Japy pour tenter de s'unifier dans une ligne de défense républicaine. Mais la question de la participation d'un socialiste, A.

Millerand, au gouvernement remet tout en cause. Ainsi les guesdistes font-ils sécession au congrès de Wagram en 1900. Au congrès de Lyon en 1901, ils sont rejoints par les blanquistes et des allemanistes. A cette date, il y a donc deux partis socialistes : le parti socialiste de France, collectiviste, révolutionnaire, qui refuse la participation, et le parti socialiste français réformiste, républicain et dominé par Jaurès, socialiste indépendant et dreyfusard.

"Au congrès du Bouscat de 1888, Lavigne a proposé de faire du 1^{er} mai une journée de revendication du mouvement ouvrier"

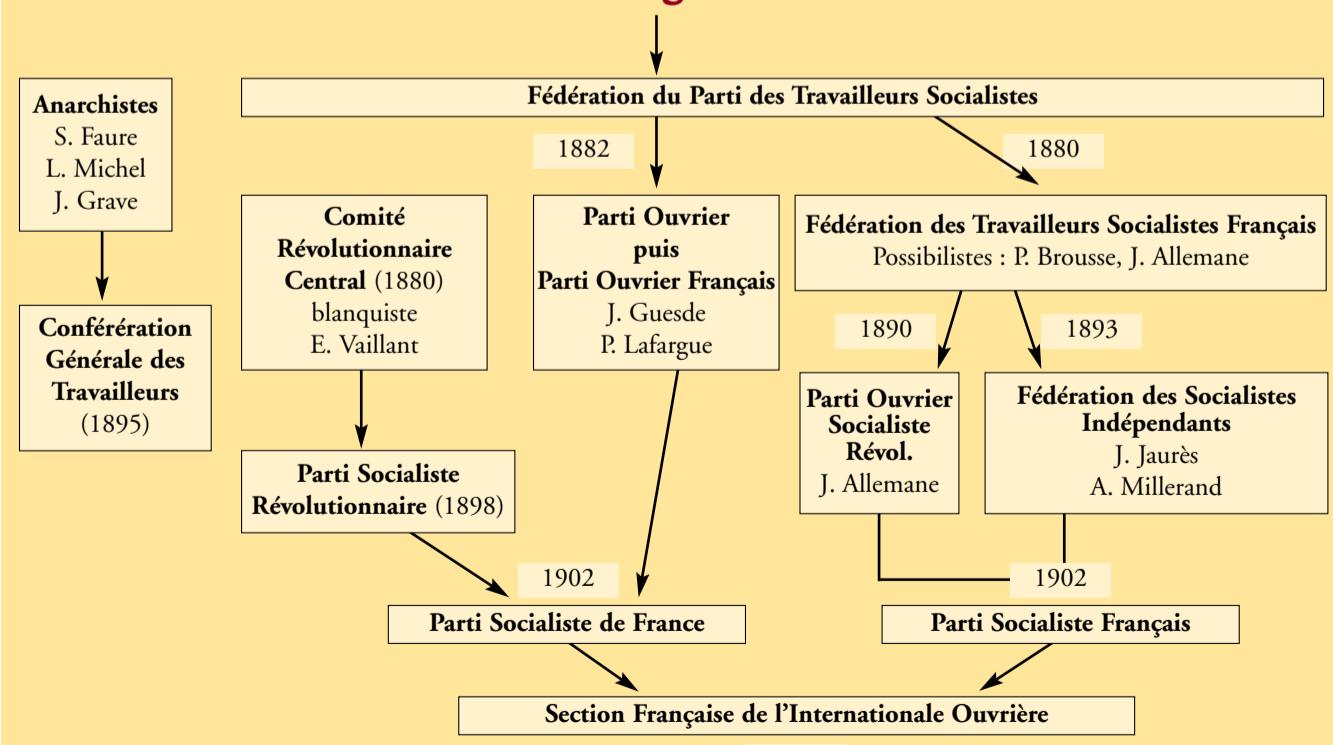
En Gironde, ces affrontements conduisent en 1900 à la perte de la mairie de Bordeaux, conquise en 1896. Finalement, le congrès de l'Internationale à Amsterdam (1904) exige l'unification des socialistes français qui est réalisée lors du congrès du Globe du 23 au 25 avril 1905. C'est une apparente victoire des guesdistes, mais dans le cadre des fédérations, ils sont minoritaires et Jaurès, l'homme de la synthèse (discours de Toulouse en 1908), donne l'impulsion au mouvement jusqu'à son assassinat en 1914.

Christine BOUNEAU,

Maître de conférences en histoire contemporaine
à l'Université Michel de Montaigne-Bordeaux III



1879 - Troisième Congrès ouvrier à Marseille



Interview d'Alain Anziani

Alain ANZIANI
Premier secrétaire de la Fédération
de Gironde du Parti socialiste



En tant que Responsable du Parti socialiste en Gironde, que vous inspire ce centenaire de la création de la SFIO ?

Les commémorations ont un intérêt : nous rappeler notre identité. Et nous enseigner que l'action politique n'a jamais été un long fleuve tranquille, ni collectivement, ni individuellement, qu'elle est faite de courage et d'obstination.

Ce centenaire doit aussi nous permettre de découvrir des noms oubliés. On ignore souvent par exemple que Bordeaux a connu trois maires socialistes : Camille Cousteau de 1896 à 1900, Adrien Marquet pendant presque vingt ans entre les deux guerres, et Fernand Audeguil à la Libération.

Selon vous, quel est le legs de la SFIO pour l'actuel Parti Socialiste ?

Qu'est qui unit Jaurès, Blum et plus tard François Mitterrand ? On a envie de répondre : la justice sociale. En fait, cet idéal collectif était aussi partagé par l'Internationale communiste ou par la démocratie chrétienne. La social-démocratie est marquée par un objectif original : changer la société tout en respectant l'individu. Le premier but conduit à soutenir les luttes sociales et à rechercher une meilleure répartition de la richesse ; le second affirme que la personne est inaliénable, irréductible, non fongible dans une masse ou une classe. La distinction est essentielle : Jaurès s'est battu pour le bourgeois Dreyfus, ce que Guesde, en qualité de défenseur des ouvriers, a écarté. Plus tard, la question des congés payés ou de la journée des huit heures, a illustré le clivage entre réformistes et révolutionnaires. Après de vifs débats, les socialistes français ont fait un choix fondateur : s'engager pour une amélioration du quotidien, passer des compromis, assumer des responsabilités municipales ou ministérielles et non spéculer sur une grande rupture qui transformeraient brutalement, violemment si nécessaire, l'homme et la société. La SFIO a fait de nous des militants du réel et non de l'imaginaire.

Au congrès de Tours, minoritaire au sein de la SFIO, Léon Blum tira la conséquence de cette orientation réformiste en refusant d'adhérer à l'Internationale communiste et à son centralisme démocratique. Ce refus de se soumettre, cette volonté de demeurer original, même au prix d'un isolement momentané, fait partie du patrimoine du socialisme français.

Quels sont les grands enseignements de l'Histoire du mouvement socialiste en Gironde ?

La Gironde n'a jamais été une terre naturellement socialiste. Le syndicalisme ouvrier y a été longtemps très faible dans un département dominé par la ruralité et le négoce. N'oublions pas que

Bordeaux l'Orléaniste fut la dernière grande ville à proclamer la République ! Le mouvement socialiste a donc été lent à se former, encore plus lent à s'unifier.

L'autre caractéristique de la SFIO girondine consiste dans une lutte permanente entre opportunistes, et légalistes, attachés à une nette séparation de la gauche et de la droite. Cousteau devient maire de Bordeaux à la tête d'une coalition qui choqua Jaurès, car composée de radicaux, de socialistes, de guesdistes, d'allemanistes et... de royalistes. Antoine Jourde, organisateur de la campagne législative d'Auguste Blanqui est le premier député socialiste en Gironde... grâce au soutien des amis du Général Boulanger. De même, lors de la scission de 1933, les dissidents néo-socialistes, favorables à la participation gouvernementale souhaitée par Adrien Marquet, sont majoritaires au sein de la Fédération, provoquant un sentiment d'épouvante chez Léon Blum.

D'autres figures se sont dressées avec convictions. Pour en rester à la période d'avant-guerre, je citerai Raymond Lavigne, l'initiateur du premier mai, Gaston Cabannes, seul député à ne pas suivre A. Marquet en 1933 avant de refuser avec F. Audeguil et Justin Luquot les pleins pouvoirs au maréchal Pétain...

Quels sont les socialistes girondins qui ont le plus marqué l'histoire politique du département ?

En bien ou en mal, il y a bien sûr les noms que je viens de nommer. J'ajouterais Calixte Camelle, adjoint au maire de Bordeaux, député, qui fut la grande figure de la Gironde avant Marquet.

André Meunier, dit «Mureine», mort en camp de concentration, a symbolisé l'esprit de résistance. René Cassagne et Robert Brettes, premiers secrétaires fédéraux, marquèrent la vie de la Fédération d'après-guerre et installèrent solidement le socialisme l'un sur la rive droite, l'autre sur la rive gauche. Je ne parlerai pas des contemporains que chacun connaît.

Les débats étaient très vifs entre les socialistes du début du siècle à la fois sur l'idéologie et sur l'unité du mouvement, doit-on en déduire que l'Histoire se répète toujours ?

Être socialiste, c'est accepter le débat. Même vif. Dans les années 1905, les partisans de Jules Guesde et ceux de Jean Jaurès se sont haïs jusqu'à se battre ou provoquer d'importants dommages électoraux. Le congrès de Tours, en 1920 qui défait l'unité de 1905 entraîne le départ vers le parti communiste de nombreux militants parmi lesquels le girondin Cachin, futur directeur de l'Humanité. À chaque fois, la «vieille maison» pour reprendre l'expression de Léon Blum a résisté.

Alain ANZIANI est l'auteur de «Cent ans de socialisme en Gironde», publié aux Éditions du Populaire Girondin (1999).

LES GRANDS CHIFFRES

8 933 000
ouvriers
en 1911

En France, 7.653.000
ouvriers en 1876 ;
8.933.000 en 1911.

10% des députés
issus de la
classe ouvrière

En 1871 3 % des députés français
sont issus de la classe ouvrière,
5 % en 1893, 10 % en 1919.

3,48 F de salaire
moyen pour une
journée de 11 h

En 1898, le salaire ouvrier moyen
pour une journée de 11 heures est à
3,48 F pour un homme, 1 à 2 F pour
une femme, 0,50 à 1,50 F pour un
enfant (une livre de pain coûte
0,50 F).

CONTEXTE HISTORIQUE

Révolution industrielle et naissance de la classe ouvrière

Le processus de développement de l'industrie mécanique (textile, métallurgie, extraction du charbon) née en Angleterre au XVIII^e siècle atteint la France à partir de 1830 et entraîne l'apparition d'ateliers et d'usines implantées en zone urbaine. Ces nouveaux lieux de travail concentrent des masses importantes d'une main d'œuvre nouvelle, représentée par la famille ouvrière, récemment arrachée au milieu rural, dans laquelle de l'enfant au père de famille, tous sont encadrés par un système d'organisation exclusivement orientée vers la production. Les conditions de travail difficiles poussent les ouvriers à prendre conscience de leur force et à s'organiser par eux-mêmes.



EXPO**AUX SOURCES DU PARTI SOCIALISTE EN GIRONDE 1871-1905****Les élections de 1871**

Portraits

**Elisée Reclus****Prisonnières à la prison des chantiers de Versailles****Caricature de Gambetta****Paul Lafargue**
EXPO
Première partie
1871-1878**SOMMEIL DU MOUVEMENT SOCIALISTE ET VITALITÉ DU MOUVEMENT OUVRIER**

Archives Départementales de la Gironde

Les élections de 1871 et la Commune

La défaite des troupes françaises, écrasées par les Prussiens, et la capitulation de Napoléon III, le 2 septembre 1870 à Sedan, provoquent l'effondrement du Second Empire. Le 4 septembre, la République est proclamée et un «gouvernement de Défense nationale» conduit par Gambetta se met en place. Les élections du 8 février 1871 se déroulent dans un climat exceptionnel : près de 40 départements sont occupés par les troupes princiennes et 400 000 hommes sont prisonniers. Elles portent à l'Assemblée une majorité conservatrice : environ 400 monarchistes, 250 républicains et quelques bonapartistes.

Thiers, plébiscité dans 26 départements, dont la Gironde, est désigné comme chef du pouvoir exécutif.

Le premier acte de son gouvernement, installé à Bordeaux au Grand Théâtre, est la ratification, le 1^{er} mars 1871, du traité de paix avec la Prusse par lequel la France perd l'Alsace et la Lorraine et doit verser une indemnité de cinq milliards de francs.

L'annonce de la capitulation, puis des conditions de paix, jugées humiliantes, déclenche la colère du peuple parisien. L'émeute populaire culmine le 18 mars et provoque l'abandon de Paris par le gouvernement qui se réfugie à Versailles.

Députés et maires républicains de Paris tentent une conciliation auprès de l'Assemblée à Versailles, mais celle-ci refuse la concession majeure : la proclamation de la République. Face à ce refus, le mouvement parisien se radicalise et se transforme en révolution sous la conduite du Comité Central de la garde nationale et du Comité des vingt arrondissements qui organisent l'élection du conseil municipal de la Commune de Paris. Entre-temps, les élections municipales du 30 avril et du 7 mai sont un succès républicain. L'exemple de Bordeaux est typique : une municipalité à majorité républicaine incluant quatre élus issus d'une liste de soutien à la Commune : Delboy, Pachy, Bonnard et Redon, membres de l'Internationale.

La Commune de Paris connaît une fin tragique, au cours de la «semaine sanglante» (du 21 au 28 mai) : la répression menée par les troupes versaillaises fait 30.000 victimes.

Le mouvement socialiste décapité par la répression anti-communarde

**Embarquement d'un envoi d'insurgés prisonniers dans le port de Brest le 8 juillet 1871.**

Le mouvement socialiste français est saigné à blanc par l'ampleur de la répression qui s'abat, pendant et après la semaine sanglante (21-27 mai 1871) sur les membres de la Commune de Paris : 30.000 morts, 36.000 prisonniers, 10.000 condamnés, exécutés, ou déportés vers la Nouvelle-Calédonie, comme Rochefort et **Louise Michel**. Afin d'échapper à la répression, nombreux sont ceux qui s'exilent à Londres, en Espagne (Paul Lafargue), ou en Suisse (**Elisée Reclus**).

En mars 1872, la loi Dufaure interdit l'Internationale, à laquelle on attribue le déclenchement de la Commune, et aggrave la répression anti-socialiste.

“Il n'y a pas de question sociale en France !”

Léon Gambetta

La vitalité du mouvement ouvrier

La reconstitution du socialisme se fait, d'une part, par les sections internationalistes, lesquelles, malgré la répression anti-communarde, continuent, difficilement, à vivre dans la clandestinité, pour réapparaître après l'amnistie de 1880. D'autre part, et surtout, elle se fait par le développement d'un mouvement ouvrier mutualiste et associatif. Celui-ci rejette la grève et l'émeute et prône une amélioration de la condition ouvrière par une législation du travail, l'enseignement professionnel, les sociétés de secours mutuel. La Gironde participe à ce mouvement et nombre de sociétés de secours mutuels voient le jour comme : «L'Etoile – Société de secours mutuels des garçons restaurateurs, limonadiers,...», «La Société des Ouvriers Tonneliers du département de la Gironde» ou encore «L'union macarienne – Société de coopération pour la fabrication du pain», etc...

Y a-t-il une question sociale en France ?

Toutefois, après avoir soutenu l'instauration de la République, le mouvement ouvrier se sent floué par les républicains qui ont certes regardé avec sympathie ses demandes, mais n'ont rien voulu faire. Pour la république bourgeoise qui s'installe, et pour reprendre la formule de l'un de ses principaux chefs, **Gambetta** : «Il n'y a pas de question sociale en France». Les ouvriers prennent donc conscience de ce que l'amélioration de leur sort ne peut venir que de la création d'une organisation politique spécifique. Le malentendu avec la République bourgeoise étant dissipé, s'ouvre alors le temps des luttes.

EXPO
DEUXIÈME PARTIE

1879-1889

FAIBLESSE DU MOUVEMENT
ET FOISONNEMENT
IDEOLOGIQUE

Archives Départementales de la Gironde

Le rapprochement de la classe ouvrière et du socialisme

Les ouvriers se tournent vers les socialistes qui rentrent progressivement d'exil ou de déportation. Les conflits sociaux qui se développent sont désormais soutenus par le socialisme.

Ce rapprochement se traduit dans les urnes, lors d'une élection législative partielle : **Auguste Blanqui**, emprisonné à Clairvaux, est élu à Bordeaux en avril 1879. Le vote est certes invalidé, mais il conduit à la libération de «l'Enfermé» et à l'amnistie générale des communards (loi du 11 juillet 1880).



“J'aurais bien voulu savoir comment d'autres auraient procédé à ma place s'ils avaient eu dans les jambes un Jourde et depuis ces dernières années un Camelle.”

Raymond Lavigne, secrétaire girondin du Parti Ouvrier Français

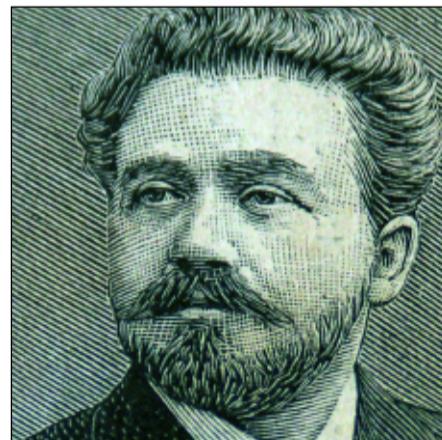
L'éphémère unité : le triomphe du collectivisme (1879-1882)

SEn octobre 1879, l'«immortel congrès» de Marseille, particulièrement bien préparé, se réunit dans une affluence considérable : 1800 auditeurs et 130 délégués issus des chambres syndicales **dont Ernest Roche pour la Gironde**, mais aussi des «cercles de travailleurs», représentant un éventail politique très large, guesdistes, opportunistes, anarchistes.

Se définissant pour la première fois comme un «congrès ouvrier socialiste de France» il affiche les devises telles que «Liberté, Egalité, Solidarité», «La terre aux paysans, l'outil à l'ouvrier, le travail pour tous» ou encore «Science, paix, union, justice».

Malgré l'opposition des modérés conduits par **Louis Blanc**, deux motions, inspirées du collectivisme, sont votées à une large majorité : «Nécessité de la lutte des classes» et «Nationalisation des capitaux, mines, chemins de fer, etc., Collectivisation des instruments de travail, des matières premières, données à tous et rendues inaliénables par la Société à laquelle ils doivent retourner».

“La terre aux paysans, l'outil à l'ouvrier, le travail pour tous !”



Enfin, le congrès décide d'organiser les salariés en «Fédération du Parti des Travailleurs socialistes de France». Les guesdistes l'emportent. En 1882, **Jules Guesde**, leader du Parti ouvrier français, tient meeting à Bordeaux où le courant guesdiste est majoritaire.

Auguste Blanqui 1805-1881

Journaliste.

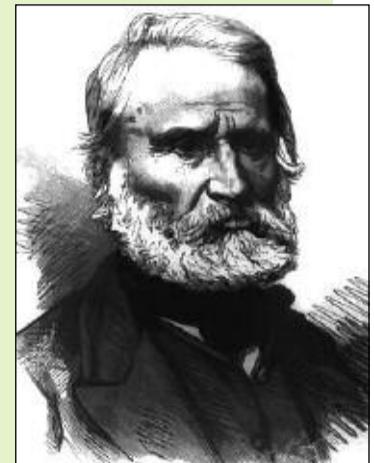
Communiste révolutionnaire.

Etudiant en droit et en médecine, il adhère au mouvement révolutionnaire «La Charbonnerie» en 1824. Dès 1828, un premier emprisonnement à Nice, son pays natal, inaugure trente trois années de régime carcéral imposé par les gouvernements successifs.

Condamné à la détention à vie en 1871 comme «inspirateur moral de la Commune»

sa victoire aux élections législatives de Bordeaux en avril 1879 précipite sa libération. Son élection invalidée, il ne siègera jamais à la chambre des députés.

C'est par la plume, rédacteur en chef du quotidien «Ni Dieu, ni Maître», et par la parole devant de nombreux auditoires ouvriers qu'il continua inlassablement à défendre la liberté de l'homme



Jules Guesde 1845-1922

Publiciste.

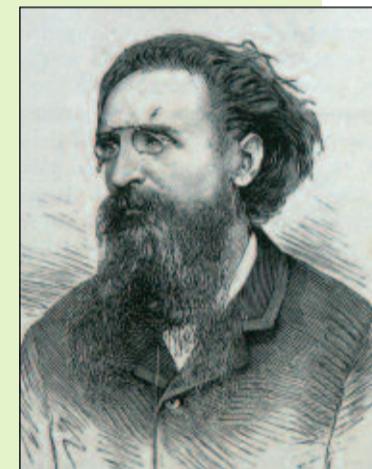
Socialiste collectiviste.

Fondateur au congrès de Marseille de 1879 de la «Fédération du parti des travailleurs socialistes de France».

Créateur du «Parti ouvrier» en 1882.

Député du Nord de 1893 à 1898, devient le 1^{er} élu marxiste de l'histoire du Parlement français.

Orateur remarquable, il emporte l'adhésion des participants au congrès du Globe en 1905, et revendique la création de la SFIO comme un de ses rêves enfin réalisé.



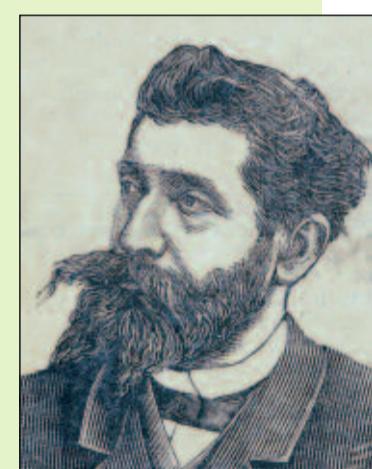
Pierre Brousse 1844-1912

Docteur en médecine.

Militant de l'Internationale.

Dès 1880, il renonce à la politique anarchiste pour militer dans les rangs du Parti ouvrier de Jules Guesde, dont il se sépare pour devenir le leader des «possibilistes» par l'abandon de tout objectif révolutionnaire.

Adhère à la SFIO en 1905.



Ernest Roche 1850-1917

Militant de l'Internationale.

Ouvrier graveur.

Membre du comité socialiste révolutionnaire blanquiste. Délégué des associations syndicales de Bordeaux au congrès de Marseille en 1879.

Fondateur de «la Voix du Peuple».

Député de la Seine en 1889, réélu en 1893, 1898 et 1902.

EXPO**AUX SOURCES DU PARTI SOCIALISTE EN GIRONDE 1871-1905****Raymond Lavigne 1851-1930****Ouvrier.****Militant syndicaliste – Guesdiste.**

Fédérateur du mouvement ouvrier en Gironde.

Initiateur de la célébration du «1er mai» au congrès de la fédération nationale des syndicats de Bordeaux-Le Bouscat en 1888.

Fondateur du groupe des «Etudes sociales de Bordeaux», il titre le premier journal du parti «La Question sociale».

Secrétaire de la Fédération

gironde du parti ouvrier français créée en 1892.

Organisateur reconnu, il assure la tenue des congrès fédéraux de 1893 à 1901, mais aussi la direction de la fédération dans toutes les batailles électorales.

Adhère à la S.F.I.O. en 1905.

Marcel Cachin 1869-1958**Professeur de philosophie à Bordeaux.**

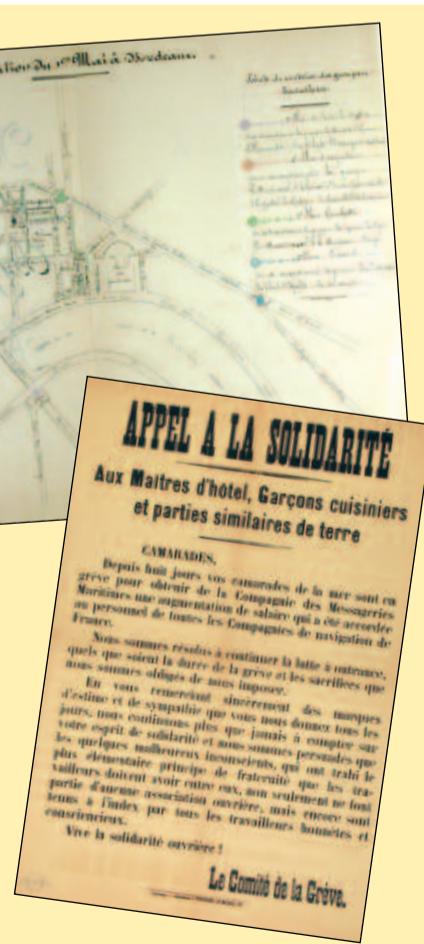
Adhère au «Parti ouvrier» de Jules Guesde en 1890. En devient rapidement une sorte de «permanent bénévole», rédacteur et conférencier infatigable.

Membre fondateur du syndicat des journalistes socialistes.

Rédacteur en chef de l'hebdomadaire «Le socialiste de la Gironde» créé en janvier 1899.

Conseiller municipal de

Bordeaux en 1900, puis adjoint au maire en 1904. Adhère à la SFIO en 1905 et assure la fonction de délégué permanent à la propagande.

Plan de la manifestation du 1^{er} mai à Bordeaux**EXPO DEUXIÈME PARTIE****1879-1889****FAIBLESSE DU MOUVEMENT ET FOISONNEMENT IDEOLOGIQUE**

Archives Départementales de la Gironde

Débats et scissions (1882-1894) : collectivisme ou réformisme ?

Le socialisme se divise en deux courants principaux : les révolutionnaires (collectivistes et anarchistes) et les réformistes (possibilistes et indépendants).

Le collectivisme, animé par **Jules Guesde**, Marcel Cachin et **Paul Lafargue**, gendre de Karl Marx, préconise la nationalisation des ressources et la collectivisation des outils de production. Ils n'excluent pas le recours à la violence pour renverser la société bourgeoise et son incarnation : l'Etat. Raymond Lavigne se fait l'écho de cette pensée au congrès ouvrier de Bordeaux-Le Bouscat, en 1888.

L'anarchisme, opposé à toute forme d'organisation, combat l'Etat, le capitalisme, la religion et prône l'abstention lors des élections. Ses militants, comme Sébastien Faure, Louise Michel ou Jean Grave, mènent une active propagande sous la forme de brochures, journaux ou conférences.

Le réformisme de Paul Brousse, qualifié ironiquement de «possibilisme» par Guesde, préconise une évolution par étapes de la société afin de rendre «possibles» les revendications ouvrières, par exemple : la transformation en service public des monopoles des grandes compagnies (eau, éclairage, transports). «La ques-

tion communale est plus de la moitié de la question sociale» Brousse rappelle ainsi l'importance du bulletin de vote, particulièrement dans le cadre municipal où une majorité prolétarienne peut plus facilement se dégager. Il est hostile à la violence. Ces conceptions, jugées peu révolutionnaires, entraînent, en 1890, la rupture avec Jean Allemane qui fonde alors le «Parti ouvrier socialiste révolutionnaire».

En 1882, l'année même où Guesde fait un meeting à Bordeaux, les modérés «mutualistes» s'y rassemblent eux aussi pour leur congrès.

Les socialistes indépendants, Jaurès, Millerand, Viviani, Malon, rejettant aussi toute action violente, considèrent le suffrage universel comme le moyen principal d'action pour une transformation de la société. En 1893, ils se regroupent en «Fédération des socialistes indépendants».

Tous ces mouvements n'ont qu'une très faible implantation : sur le plan national, 1 % des voix aux législatives de 1881, 1,5 % à celles de 1889.

EXPO TROISIÈME PARTIE**1890-1905****LES SOCIALISTES EN ROUTE VERS L'UNITÉ**

Archives Départementales de la Gironde

L'irruption du socialisme sur la scène nationale (1889-1896)

La montée rapide et massive du mouvement ouvrier s'accompagne d'une succession de grèves soutenues par les socialistes. Ces grèves, de grande ampleur et souvent de longue durée, éclatent dans les années 1888-1889, se répètent en 1890-1891, pour culminer en 1893 ; elles se poursuivent encore au début du XX^e siècle.

Les grèves touchent particulièrement la Gironde (**grèves des allumettiers de Bègles en 1892, 1893, 1896 et 1904**) sur le modèle de la grève des mineurs de Carmaux en 1892, exemple symbolique de ces années de lutte ouvrière et de progression du socialisme.

Dans le même temps, le chômage du 1^{er} mai, idée lancée par Raymond Lavigne au congrès du Bouscat en 1888, devient le symbole d'un monde ouvrier uni, sur le plan international, dans ses revendications : 8 heures de travail par jour et l'établissement d'un salaire minimum.

Le mouvement ouvrier français célèbre, en 1890, avec un éclat particulier la **journée du 1^{er} mai**, première manifestation en France, et les années suivantes. Il se heurte à la répression de la police ou de l'armée comme à Fourmies en 1891. Mais la répression elle-même conduit au renforcement du socialisme par l'élection à la Chambre de figures emblématiques comme, en novembre 1891, Paul Lafargue, condamné et emprisonné après

les événements de Fourmies. Ainsi, de simple idéologie, le mouvement ouvrier se transforme-t-il en une force politique et sociale avec laquelle il faut compter. Il est renforcé par la création en 1889 de la II^e Internationale socialiste.

Par une alliance, tactique, mais aventureuse, avec les royalistes et les bonapartistes, les socialistes, ralliés au général Boulanger fédérateur de toutes les oppositions à la république bourgeoise, commencent à exister électoralement. Ainsi, en 1889, **Antoine Jourde**, soutenu par les comités boulangistes, est-il le premier député socialiste de la Gironde.

La progression des élus socialistes en Gironde suit la tendance nationale : en 1892, à **Lormont**, deux socialistes siègent pour la première fois dans un conseil municipal.

En 1893, 50 députés socialistes, dont un Girondin (Jourde réélu), siègent à la Chambre des députés.

**JOURDE**

DÉPUTÉ SOCIALISTE FRANÇAIS

EXPO
TROISIÈME PARTIE

1890-1905

LES SOCIALISTES EN ROUTE VERS L'UNITÉ

Archives Départementales de la Gironde

L'insertion du socialisme dans la République (1896-1905)

Le mouvement socialiste, pour la première fois en 1893, devient une force parlementaire s'insérant dans la République. Fort de ses succès électoraux et du rôle fédérateur de son groupe à la Chambre, il entend participer activement à la vie institutionnelle de la Nation.

L'activisme révolutionnaire s'assouplit comme en témoigne le «Programme de Saint-Mandé». Exposé lors d'un banquet célébrant la victoire des socialistes aux municipales de 1896 par Alexandre Millerand, ce programme prône une participation à la vie politique institutionnelle pour changer les choses de l'intérieur.

Parmi ces victoires, celle de **Camille Cousteau à Bordeaux** est la conséquence d'une «alliance anti-opportuniste» dite «Pacte de Bordeaux», contracté la veille du second tour et regroupant socialistes (guesdistes et allemanistes), radicaux et royalistes.

En janvier 1898, après la publication du «J'accuse» de Zola, **Jaurès, agressé à la Chambre**, soutenu par Vaillant et Sembat, a cependant des difficultés à convaincre la majorité des socialistes de prendre position pour la révision du procès du capitaine Dreyfus, condamné au bagne, en 1894, pour haute trahison. Ainsi, dans un premier temps, Jules Guesde, lui-même, considérant l'affaire Dreyfus comme une affaire strictement bourgeoise, appelle le prolétariat à ne pas prendre parti. Mais celui-ci, comme une majorité de socialistes, réalise que la toute puissance de l'armée et le silence du ministère Méline ont conduit à une condamnation inique. Cette prise de conscience favorise l'union de la majorité des socialistes pour la défense de Dreyfus et, à travers lui, la défense de tous les opprimés, et aboutit à la fondation de «La Ligue des Droits de l'Homme» (par un groupe notamment composé de Psichari, Meyer, Trarieux et Viollet).

“Nous voulons préparer au grand jour la grande unité socialiste, la grande fraternité socialiste, par la lumière, par la raison et par l'organisation.”

Jean Jaurès

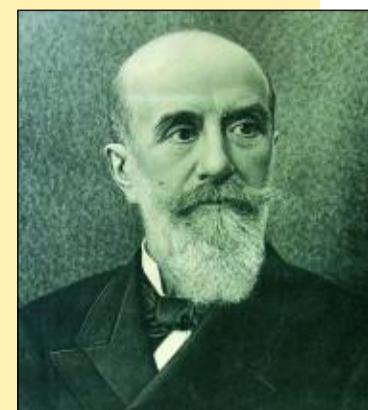
Camille Cousteau 1842-1942

Partisan de Jules Guesde.

Conseiller municipal de Bordeaux en 1889 et 1892.

Conseiller général du 5e canton de Bordeaux de 1892 à 1895.

Premier maire socialiste de Bordeaux de 1896 à 1900 grâce au «Pacte de Bordeaux».



Affiche électorale (1893)



La constitution d'un socialisme uniifié : l'œuvre de Jean Jaurès (1905)

MMalgré l'union des forces socialistes pour faire triompher le droit dans «l'affaire Dreyfus», le clivage entre réformistes et collectivistes demeure. La base socialiste qui souhaite l'unité sanctionne donc ces divisions : Jaurès battu à Carmaux et Guesde à Roubaix, aux législatives de 1898, ne retrouveront leurs sièges respectifs qu'en 1902 et 1906.

Cependant à partir de 1898, Jaurès travaille à l'unité de toutes les tendances socialistes.

A l'automne 1898, Jaurès, Guesde, Allemane, Brousse, Vaillant, Viviani, Briand... participent à la création d'un «comité de vigilance» afin de faire face aux menaces pesant sur les institutions républicaines en raison de l'agitation conduite par des bandes nationalistes et antisémites.

La faiblesse du ministère Dupuy à l'égard de l'agitation nationaliste mécontente jusqu'aux plus modérés des républicains et entraîne la chute de son gouvernement, le 12 juin 1899. La crise ministérielle qui s'ensuit, s'achève le 23 juin par la formation du ministère de «Défense républicaine» de Waldeck-Rousseau auquel participe pour la première fois un socialiste comme ministre du Commerce, **Millerand**. Cette participation, approuvée par Jaurès, provoque le désarroi chez les socialistes quand ils découvrent que Millerand a pour collègue, au ministère de la Guerre, le général de Gallifet qui avait participé à la répression de la Commune. Le groupe parlementaire socialiste ne résiste pas à cette crise et l'unité tant souhaitée est reportée. Le congrès de la salle Japy à Paris (3-8 décembre 1899) voit s'affronter les partisans et les opposants à la participation d'un socialiste à un ministère «bourgeois». Les congrès suivants, tenus salle Wagram à Paris (28-30 septembre 1900), puis à Lyon (26-28 mars 1901), provoquent des déchirements et le départ des guesdistes (POF), puis des vaillantistes (PSR). Rupture également en Gironde entre le tandem Raymond Lavigne - Marcel Cachin et celui de Calixte Camelle - Eugène Dondicq : les partisans du premier, fidèles à Jules Guesde, adhèrent au «Parti socialiste de France» marxiste, les seconds rejoignent Jaurès et créent, le 30 décembre 1900, la «Fédération socialiste de la Gironde», adhérente au «Parti socialiste français» réformiste.

Ces déchirements ont des conséquences électoralles : recul général des socialistes aux municipales de 1900 (perte de la mairie de Bordeaux). De 1901 à 1905, il y a donc deux partis socialistes en Gironde, comme au niveau national : le PSDF (Parti socialiste de France) formé du POF, du PSR et de l'Alliance communiste, et le PSF (Parti socialiste français) composé des indépendants, du POSR et de la FTS.

Lors des législatives de 1902, malgré le succès du PSF (37 élus) sur le plan national, il n'y a plus d'élu socialiste en Gironde. Les élections municipales de 1904 sont encore un succès national pour le PSF, mais pas en Gironde où les guesdistes restent majoritaires. Le pays semble favorable à la politique de «défense républicaine» soutenue par Jaurès et la division des forces socialistes est de plus en plus ressentie comme un facteur d'appauvrissement par les socialistes eux-mêmes.

Après le congrès international d'Amsterdam (14-18 août 1904) imposant l'unité aux socialistes français, ont lieu, à l'automne 1904, des négociations, au cours desquelles Jaurès accepte les conditions posées par le PSDF : le parti socialiste français ne sera «pas un parti de réforme, mais un parti de lutte des classes» et ses parlementaires, désormais soumis au parti, refuseront au gouvernement «tous les moyens qui assurent la domination bourgeoise», en particulier les crédits militaires et le vote du budget.

Le mouvement d'unification est lancé en Gironde à la fin 1904 et c'est au cours du congrès de Camarsac (17 avril 1905) qu'est voté «l'unité sans restriction,... en oubliant les rancunes et les luttes fratricides du passé».

C'est sur cette base que se tient le congrès national d'unification socialiste, salle du Globe à Paris (23-25 avril 1905). Les 286 délégués, dont douze délégués de la Gironde représentatifs de toutes les sensibilités socialistes, y adoptent le titre de «Parti socialiste, Section française de l'Internationale ouvrière».



EXPO

AUX SOURCES DU PARTI SOCIALISTE EN GIRONDE 1871-1905

DATES IMPORTANTES

1895

Création de la CGT

1896

Programme de Saint Mandé pour l'unification des groupes socialistes

1899

Première participation au gouvernement : affaire Millerand

1904

Congrès d'Amsterdam - fondation par Jaurès à Paris du journal L'Humanité

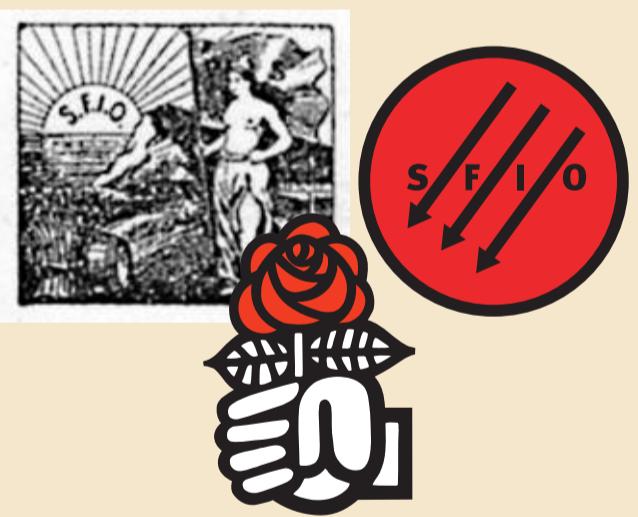
1905

Unification du socialisme français

Naissance de la SFIO

Première application de la journée de 8h aux mineurs de fond

Histoire de logos



Commissaires de l'exposition : MM. Louis Bergès, directeur des Archives départementales de la Gironde et Frédéric Laux, conservateur du patrimoine, chef du service Communication et Animation aux Archives départementales de la Gironde

Conseiller scientifique : Mme Christine Bouneau, maître de conférence en histoire contemporaine à l'université de Bordeaux-III

Charge des recherches documentaires : Mme Sylvie Strappini, secrétaire de documentation, M. Christian Dubos, agent du patrimoine, Archives départementales de la Gironde

Restauration des documents : Mme Brigitte Cassar, restauratrice aux Archives départementales de la Gironde

Collaboration technique : MM. Bernard Dubreuil, Bernard Lancelot, Christian Molinié Archives départementales de la Gironde

Photographie et numérisation : Mlle Jessica Bidalun, photographe aux Archives départementales de la Gironde

Conception graphique et mise en page : Agence SEPPA, Bordeaux

Publication : Conseil Général de la Gironde, Direction de la Communication 2005

©CG33 : Tous droits réservés pour tous pays

Crédit photos : Archives départementales du Conseil Général, Archives municipales de la Ville de Bordeaux

Les parlementaires S.F.I.O. de la Gironde (1910-1971)



Calixte Camelle
Député 1910-1919



Adrien Marquet
Député 1924-1933



Antoine Cayrel
Député 1924-1928
1932-1933



Gabriel Lafaye
Député 1928-1933



Justin Luquot
Député 1932-1933,
1937-1940



Georges Lasserre
Député 1932-1933



Gaston Cabannes
Député 1932-1940,
1945-1946



Henri Cazalet
Député 1932-1933



Ferdinand Audeguil
Député 1936-1940,
1945-1956



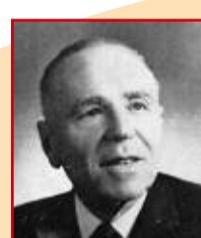
André Naphle
Député 1936-1940



Pierre-Emmanuel Guillet
Député 1945-1946



Jean-Raymond Guyon
Député 1945-1951,
1956-1958



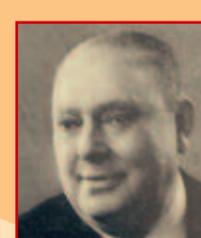
Robert Brettes
Sénateur 1946-1958,
Député 1962-1971



André Le Floch
Député 1956-1958



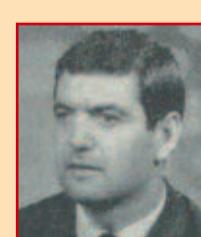
René Cassagne
Député 1958-1968



Henri Deschamps
Député 1967-1968



Pierre Lagorce
Député 1967-1971



Philippe Madrelle
Député 1968-1971